M.-G. Buffet : Défendre les intérêts de la jeunesse (p. 3)

COMMUNISTES

Grève du 26 dans l'éducation : Pas de génération sacrifiée ! (p. 6)

Vidéo

Réquisition d'usines de Sanofi pour pouvoir produire rapidement les vaccins dont nous avons besoin.

Fabien Roussel

Remboursez !

L'information est sortie dans la presse économique la semaine passée. Il serait demandé aux soignants retraités qui ont repris du service pour venir prêter main forte aux hôpitaux ou aux Ehpad débordés de rembourser une partie de leur pension ! Pas question en effet pour eux de cumuler emploi et retraite, leur dit-on. On reconnaît bien là la gestion rigoureuse de nos dirigeants. D'ailleurs n'ont-ils pas demandé aux grands patrons qui s'empiffraient de fonds publics, transformés illico en dividendes pour actionnaires, de rembourser ? On plaisante, bien sûr, pour ce qui concerne les grands patrons, mais l'info concernant les soignants, elle, n'a pas été démentie.✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse :.....€

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

20 janvier : Webminaire. Les débats sur l'effondrement et les discontinuités dans l'avenir des sociétés. Inscription : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_FmHZZZSPSpOosW-hpBG2jg
20 janvier : Appel à des états généraux de l'éducation dans *l'Humanité*
20 janvier 14 h : Pour que les enfants handicapés bénéficient d'une AESH, inspection académique, Créteil (94)
21 janvier : Journée de mobilisation syndicale dans la santé.
21 janvier : Journée nationale de mobilisation finances publiques
21 janvier 12 h 30 : Rassemblement pour l'emploi, fonderie de St-Ustres (86)
21 janvier 12h : Sauvons les étudiant·e·s, UEC/ JC/ PCF, manufacture des tabacs, Lyon 3 (69)
21 janvier 17 h 30 : Marche aux flambeaux Nous ne payerons pas leur crise ; place de la Victoire, Perpignan (66)
21 janvier : 100 ans du PRC (Parti de la refondation communiste italien)
22 janvier 15 h : Rassemblement national contre les armes nucléaires, place de l'Hôtel de Ville (Paris)
23-31 janvier : Forum social mondial virtuel. Inscription sur **www.wsf2021.net**
23 janvier : Manifestation pour l'emploi
23 janvier : Vente de *l'Humanité dimanche,* marché de Draveil (91)
23 janvier : conférence régionale Centre -Val de Loire
23 janvier : Conférence régionale Bourgogne-Franche Comté
24 janvier : Conférence régionale PACA
24 janvier à 14 h : Rassemblement pour la levée du blocus contre Cuba au Champ-de-Mars (Paris)
24 janvier : Élection du nouveau maire de Bonneuil-sur-Marne
26 janvier : Journée de mobilisation syndicale dans l'éducation
26 janvier : Journée de mobilisation intersyndicale dans l'énergie, gaz
26 janvier : Fabien Roussel sera l'invité de la matinale de Public Sénat
27 janvier : Fabien Roussel se rendra sur le site Sanofi de Gentilly
28 janvier : Journée d'actions énergie
28 janvier : Journée d'actions des cheminots
29 janvier : Réunion de la commission défense du PCF
30 janvier : Conseil national
30 janvier 12-14 h : Visioconférence Enjeux politiques et socio-économiques en temps de pandémie. Analyses et perspectives de gauche pour l'Afrique et l'Europe. Inscription : fondation Gabriel-Péri
30 janvier : Manifestations contre le projet de loi sécurité globale
30 janvier 15 h : Fabien Roussel se rendra à Montreuil
1er février 21h : Le Parti du cinéma, 52 m' sur LCP/Public Sénat
4 février : Journée de mobilisation interprofessionnelle
6 février : Conférence régionale grand Est
6 février 11 h : Sauvons la gare de Lomme (59)
11 février 18 h : 100 ans du PCF- Manufacture des tabacs de Nantes (44)
13 février : Première journée des états généraux de l'énergie du PCF

25 février : La 5G et si on débattait des vrais enjeux, le Lundi 25 février à 18 h sur le Facebook live du PCF et sur la chaine Youtube du PCF
Avec
Guy Pujolle, informaticien, spécialiste international des réseaux, professeur à Sorbonne Université, grand prix 2013 de l'Académie des sciences et auteur de "Faut-il avoir peur de la 5G" éditions Larousse
Claude Josserand, ingénieur chez Nokia-Alcatel, syndicaliste
Yann Le Pollotec, responsable de la Commission révolution numérique du PCF, membre du Conseil national du PCF
Inscription sur egrn.fr

8 mars : Initiatives autour de la Journée internationale des droits des femmes
13 mars 2021 : Conseil national
18 mars : 150 ans de la Commune !
21 mars : Initiatives autour de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

Défendre les intérêts de la jeunesse

La crise sanitaire engendrée par la pandémie de la Covid-19 en France a contraint les pouvoirs publics à prendre des décisions inédites dont les conséquences psychiques et physiques sur les enfants et la jeunesse de notre pays apparaissent particulièrement inquiétantes. En mars dernier, le confinement et l'annonce de la fermeture des établissements scolaires et universitaires ont été un véritable bouleversement au milieu de l'année scolaire pour les élèves et les étudiants.Aussi, j'ai souhaité qu'une commission d'enquête puisse se pencher sur les conséquences de la crise de la Covid-19 et plus particulièrement sur la situation des enfants et de la jeunesse. Ainsi, notre groupe parlementaire s'est appuyé sur son droit de tirage pour obtenir la création de cette commission d'enquête dont j'ai été nommée rapporteure.

Dès le début du confinement, de nombreux professeurs ont fait état des difficultés de suivi des cours à distance pour les élèves ne disposant pas d'un matériel informatique satisfaisant. Ainsi, de nombreux élèves ont suivi leurs cours sur leur téléphone portable, ne garantissant pas un suivi de qualité. Les conditions d'accès disparates à Internet ont aussi été un facteur d'inégalités entre les élèves. Ces problématiques ont eu pour conséquence de creuser encore un peu plus les inégalités préexistantes entre eux. Limiter le décrochage scolaire et rattraper le retard pris sur les programmes est un enjeu majeur pour les équipes enseignantes aujourd'hui. Aussi, pour réduire les effets du confinement et faire face au décrochage scolaire, je propose la création d'un Observatoire national du décrochage scolaire auprès du ministre chargé de l'Éducation nationale.

Ces difficultés se sont aussi révélées chez les étudiants. La fermeture des universités de mars à septembre 2020 a obligé les professeurs à repenser la dispensation de leurs cours ainsi que des modalités d'examens. De nombreux étudiants ont fait part d'un manque de matériel pour suivre les cours à distance, imprimer des documents ou passer les examens en ligne.

L'arrêt des jobs étudiants a plongé nombre d'entre eux dans une précarité dramatique. De plus, l'arrivée des jeunes diplômés sur un marché du travail qui connaît une suppression massive des emplois dans plusieurs secteurs d'activités est démotivant et

destructeur pour ces jeunes diplômés. C'est pourquoi, je soutiens l'extension du revenu de solidarité active (RSA) aux moins de 25 ans, afin qu'ils puissent bénéficier d'un filet de sécurité le temps de trouver un premier emploi et de bénéficier d'un revenu leur permettant de ne pas sombrer dans une grande précarité.

Par ailleurs, la fermeture des cantines et de la restauration universitaire a entrainé des problèmes de malnutrition et de surpoids au sein des familles les plus défavorisées. Les associations distribuant des denrées alimentaires ont vu arriver des bénéficiaires inconnus jusqu'alors dont les étudiants représentent une part importante. Parallèlement, on estime que la pauvreté infantile atteint 21 % des jeunes. De plus, l'arrêt des activités physiques et sportives et la pratique dans les clubs ont favorisé une forte sédentarité chez les enfants, les adolescents et les jeunes adultes. L'addiction aux écrans s'est également accrue avec toutes les conséquences néfastes que cela comporte.

Psychologiquement, les jeunes ont beaucoup souffert des messages anxiogènes délivrés par les campagnes contre le coronavirus. Celles-ci, pointant du doigt les comportements à risque des adolescents et des jeunes adultes présentés comme des agents de transmission de la Covid-19, ont contribué à culpabiliser la jeunesse.

Par ailleurs la restriction des déplacements, l'isolement, et le rétrécissement de la sphère sociale ont contribué à une fragilisation de la santé mentale des jeunes. Les travaux de la commission d'enquête ont mis en lumière des carences dans les dispositifs de soutien psychologique dans le supérieur. Ainsi, un médecin de service de santé universitaire, en équivalent temps plein, a à sa charge en moyenne 15 813 étudiants. Plus inquiétant encore, un psychologue dans l'enseignement supérieur a en charge 30 000 étudiants ! Ces moyens ne sont pas suffisants pour répondre à la situation de détresse ressentie par les étudiants.

De manière générale, la voix des jeunes n'est pas suffisamment écoutée et entendue au sein de nos institutions. Pour remédier à cela, une section jeune pourrait être créée au sein du CESE afin de voir émerger leurs idées dont l'apport n'est plus à démontrer.

Enfin, les travaux de la commission d'enquête se sont attachés à analyser la situation de la protection de l'enfance. Les témoignages recueillis font état d'un fort engagement du personnel, notamment de la présence renforcée des éducateurs auprès des enfants pris en charge. Pour autant, le pilotage national et territorial de ces politiques doit être renforcé afin que la prise en charge des enfants soit équivalente sur tout le territoire.

Ainsi ce rapport, adopté à l'unanimité par les membres de la commission d'enquête, fait état de 80 préconisations pour répondre aux problématiques qui touchent les enfants et la jeunesse dans ce contexte de crise sanitaire, économique et sociale.

Vous pouvez compter sur mon engagement le plus total pour continuer à défendre les intérêts de notre jeunesse afin que cette génération ne devienne pas une « génération sacrifiée ». ✪

Marie-George Buffet

députée de la Seine-St-Denis

Crise sanitaire

Échos de la campagne « Pas de profit sur la pandémie »

Le PCF a lancé le 30 novembre dernier, avec des associations, ONG's, syndicats et une quinzaine de forces politiques au niveau européen, l'initiative citoyenne européenne #PasdeProfitSurLaPandemie #Right2Cure. Avec le comité de campagne national, il a été décidé de faire du weekend des 16 et 17 janvier des journées de déploiement de cette campagne autour de trois grands axes.

Nous demandons la transparence sur la stratégie de vaccination au niveau national comme européen et en particulier la publication des contrats signés avec les entreprises multinationales pharmaceutiques.

Nous demandons que les brevets soient abandonnés pour que les vaccins tombent dans le domaine public.

Nous voulons que les vaccins et traitements anti-pandémiques soient accessibles à tous et toutes, indépendamment de la nationalité ou de la classe sociale.

Le PCF appelle à s'investir dans cette campagne et à faire signer massivement l'initiative citoyenne européenne.

https://noprofitonpandemic.eu/fr/.

Un grand débat s'ouvre au PCF

À l'issue de sa réunion du 12 décembre, le Conseil national avait élu une commission de 20 membres, chargée de lui soumettre des projets de documents à proposer aux communistes, d'abord à l'occasion de la conférence nationale des 10 et 11 avril, portant sur les choix à opérer pour 2022, puis du 39e Congrès, convoqué du 5 au 7 novembre prochains. Cette commission a entamé ses travaux ce 14 janvier, en commençant à réfléchir, comme elle en a reçu mandat, au texte qui devra être débattu à la conférence nationale du printemps, avant que les communistes se prononcent par un vote, du 7 au 9 mai, sur leurs choix pour l'élection présidentielle.

De l'échange, il est ressorti un constat partagé que la France vit un moment d'une gravité exceptionnelle. Face à une pandémie frappant presque simultanément toute la planète, aux catastrophes écologiques et climatiques qui pointent à l'horizon de l'humanité, à la crise que traverse la globalisation capitaliste et que révèle et accélère l'épreuve sanitaire en cours, il y a urgence. Urgence à ouvrir à la France une perspective d'espoir, qui rompe résolument avec la domination mortifère du capital comme avec les politiques néolibérales conduites depuis trop longtemps au sommet de l'État, et tout particulièrement celles que mène l'actuel pouvoir macronien.

Ainsi la prochaine élection présidentielle, comme les élections législatives qui la suivront et dont l'importance n'est pas moindre, va-t-elle être un moment déterminant de débat politique pour notre peuple. Le rapport présenté devant le conseil national du 7 novembre avait dessiné l'enjeu d'une candidature communiste à la présidentielle, suivant le mandat donné par le 38e Congrès de 2018. *« Il est posé aux communistes,* y était-il indiqué, *la question de la manière dont ils peuvent, dans le débat de la gauche, mais aussi avec notre peuple, mettre à disposition : un contenu qui réponde aux défis de la crise en cours ; une offre de reconstruction de la gauche et de rassemblement populaire sur des objectifs transformateurs qui puisse redonner espoir et confiance ; une candidature qui porte ces objectifs, pèse effectivement dans la vie publique de notre pays, crée par sa dynamique les conditions d'une majorité politique, non seulement à la présidentielle mais aussi aux élections législatives, permettant dans ce cadre de faire élire le plus de députés communistes possibles avec à l'arrivée un groupe renforcé à l'Assemblée nationale. »*

Pour permettre aux communistes de décider de leur choix au printemps, la commission s'est donné pour feuille de route d'instruire les grandes questions de l'heure : la crise du capitalisme mondialisé, la crise majeure et multiforme que connaît dans ce cadre la société française, l'état du paysage politique aussi bien à droite qu'à gauche, les propositions politiques phares pour la France qu'il revient au PCF de porter dans un tel contexte, les échéances électorales de 2022 et l'offre politique qu'il incombera au parti d'y défendre.

Pour être le plus collectif, le travail va commencer par un échange de notes entre les membres de la commission. Mais le débat doit aussi impliquer largement les communistes, s'enrichir de leurs réflexions, se nourrir de leurs expériences de terrain. L'expression démocratique des adhérentes et adhérents, condition de leur pleine souveraineté, est une préoccupation constante de la vie interne du PCF. Elle l'est davantage encore dans un contexte contraignant terriblement les possibilités de rencontres physiques, et donc d'échanges.

C'est la raison pour laquelle va être prochainement lancé un appel aux contributions, lesquelles seront mises à la disposition de chacune et chacun, grâce à un site Internet dédié. Dans le même temps, la commission auditionnera les responsables des secteurs de travail du Parti, les animateurs et animatrices de ses publications, ses groupes parlementaires, des personnalités spécialisées sur de grandes questions…

Un point d'étape sera fait, sur ce travail, lors du conseil national du 30 janvier. ✪

Éliane Assassi
Christian Picquet
co-présidents de la commission du texte

Premiers éléments de travail de la Commission de transparence du 39e Congrès

La commission de transparence des débats du 39e Congrès a tenu le 14 janvier sa première réunion. Il s'agissait de revenir sur son rôle, ses missions et ses outils au regard des statuts de notre parti, du calendrier adopté lors du dernier Conseil national, des circonstances particulières que nous vivons avec la pandémie et un calendrier électoral incertain.

D'après les statuts, l'adoption des thèmes et questionnements mis à l'ordre du jour du Congrès par le Conseil national lance un appel à contribution de l'ensemble des communistes et de leurs organisations. La Commission de transparence veille à ce que toutes ses contributions, qui vont nourrir les choix politiques de la Conférence nationale sur les élections présidentielle et législatives et le projet de base commune du Congrès élaboré par le Conseil national, soient mises à disposition des communistes. Puis elle organise le débat autour de ce projet et ses éventuels textes alternatifs afin de permettre aux communistes de choisir en toute connaissance de cause par un vote la base commune de discussion du Congrès. Elle poursuit sa mission de transparence et d'information des communistes autour du travail d'amendement de la base commune jusqu'à l'ouverture du Congrès national.

La Commission de transparence n'intervient pas sur les contenus des débats, son rôle est de les organiser afin de les rendre intelligibles pour que chaque adhérent·e s'en sente pleinement partie prenante. Cela passe par solliciter la contribution active du plus grand nombre individuellement et collectivement.

La situation pandémique actuelle restreint fortement notre vie sociale. Elle pose un défi démocratique majeur à notre parti dont toute la vie se fonde sur les rapports humains, l'échange, la fraternité, la convivialité et la proximité. Certes les outils numériques (vidéoconférence, forum de discussion, lettre électronique, discord…) peuvent apporter des solutions partielles dont il faut nous saisir, mais ils ne constituent pas une baguette magique. Ils peuvent même être porteurs de fractures démocratiques nouvelles entre celles et ceux qui les maîtrisent et les autres, entre celles et ceux qui sont bien équipés, bien connectés et les autres. Leur usage anarchique et sans vision stratégique d'ensemble peut saturer les communistes de courriels, de lettres électroniques et de sollicitations diverses qui ont un effet contre-productif dans leur rapport à leur parti. Il faut de plus éviter qu'en parallèle du débat démocratique et fraternel du Congrès qui vise à rassembler le Parti se développe sur les réseaux sociaux d'autres « débats » superficiels, violents et caricaturaux qui divisent les communistes.

C'est pourquoi la Commission de transparence entend travailler une stratégie avec les secteurs de travail, les commissions, les réseaux, les fédérations, les sections et les cellules du Parti afin que chaque communiste puisse se saisir des enjeux du Congrès et de la Conférence nationale et s'en rendre acteur. Cela passera entre autres par un lien hebdomadaire via *CommunisteS* sous responsabilité de la Commission, une stratégie mêlant de l'éditorial et de l'échange numériques y compris sous forme de vidéo, couplée à un usage décentralisé de supports papiers : l'objectif étant de répondre aux attentes de chaque adhérent·e.

En ce moment très compliqué pour la vie de notre organisation, mais décisif pour l'avenir du peuple de France, notre mission est de contribuer à ne laisser aucun·e communiste sur le bord de la route du Congrès, car nous avons un besoin vital de la contribution de chacune et chacun à l'élaboration de nos choix politiques stratégiques. C'est une condition nécessaire à la mise en mouvement de tout le parti afin de les mettre en œuvre. ✪

Marie-Jeanne Gobert
Yann Le Pollotec
pour la Commission de la transparence

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi. **RÉDACTION :** Gérard Streiff
Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe **MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE :** Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Grève du 26 janvier

De la maternelle à l'université, pas de génération sacrifiée !

Depuis des mois, la colère monte dans les établissements scolaires. Ce mardi 26 janvier, les syndicats de l'éducation et de l'enseignement supérieur appellent à la grève, de la maternelle à l'université. Les communistes seront à leurs côtés pour défendre les services publics d'éducation et d'enseignement supérieur, porter des réponses à la crise qu'ils traversent et construire une politique éducative de progrès.

Ce gouvernement est irresponsable : *impeachment* pour Blanquer et Vidal ! Cela fait maintenant presque un an que nous vivons au rythme de la crise sanitaire. Un an qui aurait pu être mis à profit pour prendre des décisions politiques, lutter contre le virus et renforcer nos sociétés. Dès le mois de mars, le PCF a proposé un plan d'urgence (https://www.pcf.fr/plan_d_urgence_pour_l_cole) qui devait permettre de garantir l'éducation de toutes et tous dans des conditions sereines. Le gouvernement a préféré faire comme si de rien n'était. C'est irresponsable !
Face à la progression du virus, face à la souffrance d'une génération sacrifiée, le gouvernement fait l'autruche. Refus de compter les élèves et les personnels malades, publication de chiffres faux, manque de vaccins..., croient-ils pouvoir éradiquer le virus simplement en répétant qu'on « ne tombe pas malade à l'école » ? Quelle réponse comptent-ils apporter à la souffrance des étudiantes et des étudiants isolés, privés de formation et de perspectives d'avenir ?

Blanquer et Vidal ignorent la souffrance des personnels et des jeunes. Ils organisent le chaos pour mieux faire passer leurs réformes libérales et détruire l'éducation publique.

Pendant la crise sanitaire, la sélection continue. En faisant le choix de maintenir les épreuves du baccalauréat au mois de mars, et d'ouvrir Parcoursup - le logiciel de sélection pour l'entrée à l'université - comme si de rien n'était, le gouvernement accroit la pression sur les jeunes et sur leurs enseignant·e·s. En l'absence de protocole national, le service public d'éducation est en train d'exploser. Certains établissements proposent un enseignement à mi-temps pour protéger les élèves et les familles. D'autres ne veulent pas renoncer à terminer les programmes et prennent le risque de maintenir des effectifs complets. À l'université, les étudiant·e·s doivent se contenter d'un enseignement dégradé, à distance. Mais les élèves des classes préparatoires ont cours comme si de rien n'était ! L'absence de cadre national accroit les inégalités. Le gouvernement profite de la crise sanitaire pour en finir avec l'ambition d'une école commune à toutes et tous, et généraliser la concurrence.

Pendant que les personnels tiennent à bout de bras un système éducatif au bord de l'explosion, leurs ministres en profitent pour leur imposer de nouvelles réformes, fragiliser encore les services publics, accélérer les politiques qui nous ont menés dans le mur. Vidal a profité de la fermeture des universités pour faire passer une loi de programmation de la Recherche (LPR) qui augmente la précarité et la concurrence entre les établissements. Au moment même où nous constatons à quel point notre pays a besoin de pouvoir compter sur ses enseignants et ses chercheurs, et donc de leur garantir un minimum de stabilité grâce au statut de fonctionnaire ! Alors que la crise sanitaire révèle et accroît les inégalités face à l'école, Blanquer s'attaque à l'éducation prioritaire. Avec sa réforme, il renonce à l'ambition d'égalité sur tout le territoire et accroît encore la concurrence entre les établissements.

Ne laissons pas faire ces irresponsables. Il est urgent de reprendre la main sur notre éducation, nos métiers, notre avenir ! L'autoritarisme de Blanquer et Vidal conduisent l'éducation nationale et l'université dans le mur. Avec leurs politiques, c'est toute une génération qui va être sacrifiée. Il est urgent d'agir.

- Les personnels de l'enseignement et de la recherche doivent retrouver la maîtrise de leurs métiers. L'autoritarisme nous conduit dans le mur ! Nous avons besoin de d'un système éducatif plus démocratique.
- L'éducation est un enjeu national : le cadre national du service public doit être renforcé. Face à la crise sanitaire, nous avons besoin de règles communes.
- Il est urgent d'aménager les programmes scolaires pour tenir compte de la crise qui dure depuis presque un an. Les épreuves de mars du baccalauréat doivent être annulées pour revenir à un examen national à la fin de l'année scolaire. Parcoursup doit être immédiatement suspendu : tous les bacheliers doivent pouvoir obtenir une place à l'université dans la filière de leur choix.
- Nos enfants, nos jeunes ont besoin d'éducation et de formation. Il faut permettre le retour des étudiants à l'université, à tous les niveaux, et garder les établissements primaires et secondaires ouverts. Pour le faire sans risques inconsidérés, une réduction durable des effectifs est nécessaire et urgente. Elle permettra aussi de faire face aux difficultés produites par les interruptions scolaires et l'enseignement à distance. L'éducation et l'enseignement supérieur ont besoin d'un plan de recrutement pluriannuel, avec des concours exceptionnels dès cet hiver, et une revalorisation des salaires.
- La réduction des effectifs nécessite un aménagement des locaux et des équipements. Nous demandons un plan national de rénovation et de construction, assorti d'un fonds d'aide aux collectivités locales pour qu'elles puissent faire face aux coûts engendrés par la crise.

Depuis des années, les réformes de l'éducation et de l'université s'enchaînent : toujours plus d'autonomie, toujours plus d'individualisation, toujours plus de sélection... Ce sont ces politiques, plus encore que le virus, qui sont responsables de la crise que nous traversons. Elles ont fragilisé notre école, notre université, notre recherche : aujourd'hui, tout cela ne tient plus que grâce à la bonne volonté et aux efforts de personnels épuisés. Il est temps de changer de politique : de construire un système éducatif ambitieux et véritablement commun. Le PCF veut contribuer à cette construction : partout, nos militant·e·s, nos élu·e·s, nos candidat·e·s aux élections départementales et régionales iront dans les semaines et les mois qui viennent à la rencontre des actrices et des acteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour mettre en débat les propositions de « L'École en commun » (https://www.pcf.fr/argumentaire_ecole), les enrichir et construire des mobilisations.

Dans cette perspective, engageons-nous dans le cadre de l'appel à des États généraux de l'éducation pour l'égalité, l'émancipation, la démocratie paru dans *l'Humanité* ce mercredi 20 janvier et signé par plus de 100 personnalités issues de différents syndicats, mouvements politiques et associations, du monde de la recherche et de la culture (https://etatsgeneraux.carnetsrouges.fr/). Organisons partout des rencontres avec les acteurs locaux de l'éducation, les familles, la population, les élus locaux... et construisons ensemble un projet capable de répondre aux défis essentiels qui sont posés à notre système éducatif.
Comme l'écrivent les signataires de l'appel, il s'agit de nous appuyer sur l'opposition aujourd'hui très large aux politiques menées par Blanquer, Vidal et Macron, pour poser des questions essentielles, qui engagent un projet de société : À quoi sert l'école ? Doit-elle conforter chacun dans ses goûts et ses « talents » ou au contraire permettre à toutes et tous de sortir des terrains connus pour construire et s'approprier une culture commune ? Comment construire l'action éducative des collectivités locales pour qu'elle n'affaiblisse pas le service public national ? Comment penser la nécessaire augmentation du temps scolaire et l'indispensable élévation du niveau de connaissance ? Comment garantir qu'une formation commune débouche sur une qualification égale ?
Sur toutes ces questions, des divergences importantes existent aujourd'hui entre les forces de gauche. Si nous voulons résister efficacement aux pressions libérales et imposer la transformation progressiste dont l'école a besoin, il est nécessaire de mener ces débats, et de rassembler autour de propositions claires. C'est la responsabilité des communistes dans la période à venir. ✪

Marine Roussillon
Membre du CEN, responsable secteur Education

Le gouvernement n'apporte toujours aucune réponse aux jeunes

Tandis que l'épidémie sévit partout en Europe et que le virus et ses variants circulent sur tout le territoire, le premier ministre Jean Castex et ses ministres ont présenté les nouvelles mesures sanitaires.

Alors que la crise économique, sociale et scolaire touche de plein fouet les jeunes, le gouvernement est une nouvelle fois apparu incapable d'apporter des réponses concrètes à cette partie de la population.

Pour les lycéennes et lycéens ? Alors que l'année scolaire se poursuit et qu'une nouvelle rentrée s'est faite sous le signe de la Covid-19, le gouvernement fait le choix - et cela est essentiel - de maintenir les établissements ouverts. Les consignes sont celles de la mise en place de meilleures conditions sanitaires afin que les élèves de terminale, passant le baccalauréat à la fin de l'année scolaire, puissent le faire dans de bonnes conditions. Mais comment créer les conditions de la réussite de toutes et tous alors que les élèves ont accumulé un retard important lié aux deux confinements ? Plutôt que d'annoncer des mesurettes sur les cantines, il est urgent d'ouvrir des postes dans l'ensemble des établissements afin de désengorger les classes et permettre aux élèves en difficulté de bénéficier de réels dispositifs de rattrapages. Il s'agit là de la seule et unique solution afin de pouvoir respecter les protocoles sanitaires mais également de tenter de pallier le retard accumulé par des élèves. Aussi, l'annonce d'une campagne massive de dépistage dans les établissements a de quoi laisser perplexe, tant ce gouvernement et ses prédécesseurs se sont évertués à démanteler le système de médecine scolaire.

Les étudiantes et étudiants peut-être ? Les étudiants de première année, eux, reprendront le 25 janvier prochain le chemin des établissements pour assister à leurs TD, en demi-groupe. Pour les autres, il faudra attendre. Alors que depuis le début de la crise un étudiant sur six a été dans l'obligation d'arrêter ses études, le gouvernement n'a rien annoncé pour planifier un retour en présentiel sur le long terme, la réouverture des universités ayant été exclue par le Premier ministre. Aucun plan de rattrapage du retard accumulé n'a été pensé. Et alors qu'elle explose dans tout le pays, la précarité étudiante n'a été que brièvement abordée et aucune solution sérieuse n'a été annoncée.

Alors peut-être les jeunes travailleuses et travailleurs ? Touchés de plein fouet par la crise économique, les jeunes travailleurs sont les grands oubliés de ces annonces. Pas un seul mot ne s'adressait à ces nombreux jeunes, notamment saisonniers, alors même que la saison d'hiver aurait dû débuter et que nombre d'entre eux se retrouvent une fois de plus sans emploi, et parfois même sans aucun revenu, n'ayant pas ou plus de droits au chômage, et pour certains n'ayant pas même accès au filet de sécurité que représente le RSA. Les propos d'Élisabeth Borne nous l'avaient fait comprendre cette semaine, mais cela est confirmé maintenant : le gouvernement est incapable de proposer des solutions pérennes à la jeunesse.

Pourtant, des solutions immédiates existent : ouverture du RSA pour les moins de 25 ans, pré-recrutements massifs de jeunes dans les services publics de l'éducation, de l'énergie, de la santé et des transports, la conditionnalité des aides publiques à l'embauche et la formation de jeunes, ou encore la rémunération au minimum au Smic de tout travail. Autant de solutions inaudibles pour un gouvernement prisonnier de ses logiques libérales et dont l'aspiration première reste la satisfaction des intérêts capitalistes.

Les JC et l'UEC, moteurs de la mobilisation des jeunes

Une fois de plus, le gouvernement ne s'est pas montré à la hauteur de la nouvelle période qui s'ouvre. Aucun plan de rattrapage n'a été annoncé pour les jeunes en formation. Pire encore, rien n'a été annoncé pour lutter contre le chômage grandissant des jeunes. Les jeunes sont une nouvelle fois laissés-pour-compte avec un avenir de plus en plus incertain. Alors que cette allocution aurait pu être l'occasion d'annonces allant vers une véritable sécurisation des parcours de formations et de travail, Jean Castex et ses ministres se sont fait les porte-voix d'une politique à la petite semaine, sans aucune ambition pour la jeunesse. Si nous sommes bien la génération sacrifiée, ce n'est pas à cause de la pandémie mais des choix politiques du gouvernement.

Face à l'inaction du gouvernement, les jeunes communistes organisent des actions tout au long de la semaine. Le mardi 19 janvier, les jeunes communistes avec une dizaine d'autres organisations de jeunesse ont organisé une action coup de poing devant le ministère de l'Économie. Cette action fait suite à l'intervention de Bruno Le Maire chez Bourdin contre l'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans.

Le mercredi 20 janvier, l'Union des étudiantes et étudiants communistes organise une manifestation pour demander la réouverture des universités et un plan de lutte contre la précarité étudiante. ✪

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour la ratification du TIAN

Rendons hors la loi l'arme nucléaire

En 2017, l'Assemblée générale de l'ONU votait, avec l'appui de 122 États, le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Après le bannissement des armes biologiques et chimiques, l'entrée en vigueur du TIAN, le 22 janvier 2021, constituera un fantastique espoir pour prohiber les armes de destruction massive et les rendre illégales au regard du droit international.

Le TIAN fait l'objet d'une obstruction des pays possédant l'arme nucléaire (États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Israël, Pakistan, Inde et Israël). Pour autant, son entrée en vigueur est loin d'être symbolique. Le TIAN comporte des interdictions, constitue un instrument juridique contraignant et les États, soucieux de leur opinion publique, devront en tenir compte.

Trois dangers mortels guettent l'humanité : le réchauffement anthropique du climat, le capitalisme qui accroît partout l'insécurité humaine et l'apocalypse nucléaire. On assiste depuis quelques années à une relance de la course aux armements nucléaires et à une prolifération encouragée notamment par la décision des États-Unis de sortir de la plupart des traités s'y afférant.

Les risques posés par ces armes ne cessent de croître dans le climat politique international actuel. Nous en connaissons les dangers et les conséquences humaines irrémédiables. Comment défendre l'idée que l'arme nucléaire pourrait jouer un rôle de garant de la sécurité mondiale ou de protecteur de l'humanité lorsque l'on sait que son usage aurait sur la santé, l'environnement, le climat, la production alimentaire et le développement socio-économique un impact catastrophique, durable sur plusieurs générations.

Le monde, pour faire face aux conséquences du dérèglement climatique, aux crises sanitaires et à l'explosion de la pauvreté, a besoin de moyens immenses sur le plan monétaire, industriel et scientifique. Une partie d'entre eux sont stérilisés dans des budgets consacrés à la course aux armements nucléaires et à la militarisation de l'espace. Ratifier le TIAN est un enjeu majeur qui permettrait de libérer des moyens importants, pour la recherche et les hôpitaux publics par exemple, pour la sauvegarde de l'humanité. Rien que pour la France, cela constitue près d'une centaine de milliards sur quinze ans.

Le rôle des opinions publiques sera déterminant pour sauver la planète, mobiliser les ressources en faveur du développement humain et de la paix.

L'entrée en vigueur du TIAN doit désormais conduire la France, jusqu'alors à contre-courant, à faire le choix de le signer et de le ratifier. Paris devrait être à l'initiative sur le plan international afin d'établir un processus de sortie. Un premier signe serait de geler la modernisation du parc des armes nucléaires. La France doit rejoindre le cercle des nations contre les armes nucléaires pour renforcer la sécurité internationale et libérer le monde d'armes inhumaines

Cela correspond à une aspiration profonde puisque 76 % des Français sont favorables au désarmement nucléaire et 68 % souhaitent une ratification du traité par la France.

Le Parti communiste français, fidèle à son constant engagement en faveur de la paix, appelle à se joindre à l'initiative nationale de plusieurs organisations pacifistes, sociales, syndicales et politiques afin de rendre hors la loi les armes nucléaires.

Les communistes, par leur forte mobilisation, auront à cœur de faire de ce rassemblement un succès.✪

"La France doit rejoindre le cercle des nations contre les armes nucléaires"

Pascal Torre
responsable-adjoint du secteur international
chargé du Maghreb et du Moyen-Orient

Rassemblement
prises de parole, délégations devant les ambassades des pays disposant de l'arme nucléaire
jeudi 21 janvier à 15 h
Esplanade des Invalides (mº Invalides)